

PROFIL DE PAYS

Mise à jour trimestrielle

Juillet 2016



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

CÔTE D'IVOIRE

Introduction

Ce document a pour objectif principal de fournir une mise à jour au profil de pays de la Côte d'Ivoire, en mettant particulièrement l'accent sur les données annuelles publiées récemment pour 2015.

Évolutions récentes – Points saillants

- La Côte d'Ivoire a élaboré et adopté son nouveau Plan national de développement 2016-2020 avec la volonté ferme de rentrer dans le cercle restreint des pays émergents à l'horizon 2020. La croissance attendue sur la période 2016-2020 devrait passer de 9,5 % en 2015, à 9,8 % en 2016, puis 8,9 % en 2017, pour atteindre 8,4 % en moyenne entre 2018 et 2020, pour un niveau d'investissement global de 30 000 milliards de francs CFA (soit 50 milliards de dollars des États-Unis).
- Sur un autre registre, le pays a été marqué en mars 2016 par une attaque terroriste dans la station balnéaire de Grand Bassam soulignant de ce fait le risque que fait peser l'insécurité sur la dynamique de la croissance.

Performances économiques

Croissance économique

L'activité économique s'est maintenue à un rythme soutenu sur le premier trimestre 2016 (7,4 %) mais en dessous de l'objectif annuel du nouveau Plan national de développement 2016-2020 attendu à 9,8 % en 2016. Cette croissance

est tirée essentiellement par la bonne performance des industries extractives de pétrole brut et de gaz naturel (86,1 %). La dynamique du secteur manufacturier s'est affaiblie avec un recul de 0,9 % en glissement annuel. L'indice de la production industrielle hors pétrole est resté quasi stable à 0,2 % sur le premier trimestre 2016.

La croissance attendue sur la période 2016-2020 devrait passer de 9,5 % en 2015, à 9,8 % en 2016, puis 8,9 % en 2017, pour atteindre 8,4 % en moyenne entre 2018 et 2020, pour un niveau d'investissement global de 30 000 milliards de francs CFA (soit 50 milliards de dollars des États-Unis) dont 11 284 milliards de francs CFA (18,8 milliards de dollars des États-Unis) pour le secteur public et 18 716 milliards de francs CFA (31,2 milliards de dollars des États-Unis) pour le secteur privé. Ces investissements ont été choisis autour de moteurs de croissance transversaux (sécurité, gouvernance, justice, santé, éducation et environnement) et verticaux (agriculture, énergie, mines, hydrocarbures, industrie, tourisme et secteur financier) (Plan national de développement 2016-2020).

Politique budgétaire

En 2015, le déficit budgétaire s'est situé à 3 % du PIB comparé à un objectif de 3,7 % dans la loi des finances rectificative, en grande partie, dû à une faible exécution des dépenses d'investissement et des recettes plus importantes que prévues, notamment grâce à la vente de licences de télécommunication. Ce niveau de déficit budgétaire ressort toutefois en dégradation par rapport à son niveau de -2,2 % du PIB en 2014. Cette situation s'explique notamment par l'apparition de nouvelles

dépenses en faveur des secteurs de l'éducation, de l'armée et des subventions au secteur de l'énergie.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), le déficit budgétaire global devrait se creuser en 2016 à près de 4 % du PIB, en raison de l'augmentation de l'investissement public et des dépenses sécuritaires, de même que des charges d'intérêt.

Inflation et politique monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé au cours de sa réunion du 1er juin 2016 de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres, d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal, respectivement à 2,5 % et 3,5 %, niveaux en vigueur depuis le 16 septembre 2013. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union est fixé à 5 %, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012.

L'inflation en moyenne annuelle se situe, fin juin 2016, à 1,1 % en dessous du seuil de convergence communautaire de 3 % fixé par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Le poste des produits alimentaires et boissons non alcoolisées a connu la hausse la plus élevée avec 4,7 % en moyenne annuelle sur les six premiers mois de l'année. Cette flambée des prix reflète les baisses de productions alimentaires imputables à la sécheresse observée sur le dernier trimestre de 2015.

Compte courant

La position extérieure s'est détériorée en 2015, le déficit du compte courant s'établissant à -1,7 % du PIB contre -0,7 % du PIB en 2014, du fait de la solidité de la demande intérieure, en particulier, d'investissement et de la dégradation des termes de l'échange due à la baisse des cours du pétrole. La détérioration de la position extérieure en 2015 a été atténuée par la hausse des exportations de cacao, qui représentent plus d'un tiers du total des exportations.

Au premier trimestre 2016, les exportations de cacao se situent à peu près au même niveau que l'an dernier, à 677 000 tonnes. Les exportations de café se sont élevées à 23 000 tonnes contre 19 000 tonnes à la même période en 2015, ce qui représente une hausse de 20 %. Le prix de la fève

de cacao est en augmentation depuis début 2016. Les prix du pétrole brut et raffiné ont connu une baisse significative. La baisse des prix des produits raffinés a été traduite par une baisse des prix à la pompe. Au niveau des importations de produits primaires, les prix internationaux du riz et du blé ont baissé respectivement de 9,6 % et 20,7 % sur le premier trimestre 2016.

Compte du capital et financier

À la faveur de la poursuite de l'amélioration du climat des affaires en Côte d'Ivoire, le flux d'investissements directs étrangers reçus est passé en 2015 à 8 % de la formation brute de capital fixe contre 7,7 % en 2014.

Développement social

Pauvreté

En 2015, le taux de pauvreté est estimé à 46,3 % alors qu'il était de 48,9 % en 2008 et seulement de 10 % en 1985. La pauvreté est plus accentuée en milieu rural (56,8 %) qu'en milieu urbain (35,9 %). Dans les ménages pauvres, 50,2 % des dépenses de consommation sont affectés à l'alimentation contre 40,7 % chez les non pauvres. Les autres postes de dépense significatifs des ménages pauvres sont le logement (13,4 %), le transport (9,2 %), l'habillement (7,1 %), la communication (6,4 %), l'éducation (3,5 %) et la santé (2,8 %).

Santé

La fécondité élevée en Côte d'Ivoire (4,9 enfants par femme en 2015) s'accompagne d'un taux de mortalité maternelle élevé, en 2012, 610 décès pour 100 000 naissances vivantes. Ce taux est plus élevé que la moyenne régionale (500 décès pour 100 000 naissances vivantes) et trois fois plus élevé que la moyenne mondiale (200 décès pour 100 000 naissances vivantes).

Éducation

Le taux brut de scolarisation primaire a enregistré une hausse constante sur la période 2008-2015, passant de 76,2 % en 2008/2009 à 95,4 % en 2014-2015. Ces progrès sont dus à la mise en œuvre de différentes mesures visant à améliorer l'accès à l'enseignement de base, telles que l'abolition des frais d'inscription et de scolarité dans l'enseignement primaire et préscolaire public depuis 2001 et la distribution gratuite de manuels et kits scolaires aux élèves du primaire.

Annexe : Côte d'Ivoire

Performances économiques

Performance macroéconomique	Valeur	Année
PIB, valeur à prix courants, en milliards de FCFA	18.880	2015
Taux de croissance réel (en %)	9,5	2015
Taux d'inflation (en %)	1,2	2015

Finance publique (en milliards de francs CFA)	Valeur	Année
Total recettes et dons, dont	4639,8	2015
Recettes fiscales	2719,4	2015
Recettes non fiscales	252,1	2015
Dépenses totales et prêts (net), dont	5196,0	2015
Dépenses courantes	2361,0	2015
Traitements et salaires	1328,4	2015
Dépenses d'investissement	1502,2	2015
Services de la dette	1213,3	2015
Solde global dons compris (Adm. centrale et entités non financières du secteur public)	-556,2	2015
Solde global dons non compris (-)	-646,2	2015

Politique monétaire	Valeur	Année
Taux minimum de soumission (en %)	2,50	2015
Taux du guichet de prêt marginal (en %)	3,50	2015
Taux interbancaire (en %)	4,90	2015
Taux débiteur moyen (en %)	6,09	2015
Taux créditeur moyen (en %)	5,01	2015

Compte courant (en milliards de francs CFA)	Valeur	Année
Balance commerciale	1.590,1	2015
Exportations FOB	7.818,8	2015
Importations FOB	8.051,0	2015
Solde du compte courant	-676,1	2015
Compte de capital et d'opérations financières (en milliards de francs CFA)		2015
Investissements directs étrangers	573,0	2015
Autres capitaux privés	-188,2	2015
Solde du compte capital	515,8	2015
Solde du compte financier	1,9	2015

Développement social

Démographie	Valeur	Année
Population (en millions)	22,7	2015
Taux de croissance annuel moyen (en %)	2,6	2015
Pauvreté et emploi		
Incidence de la pauvreté (en %)	46,3	2015
Taux de chômage (en %)	9,4	2015

Santé	Valeur	Année
Taux de mortalité infantile (‰)	66,6	2015
Taux de mortalité infanto-juvénile (‰)	37,9	2015

Éducation	Valeur	Année
Taux brut de scolarisation dans le primaire (en %)	95,4	2015
Taux d'analphabétisme des adultes (en %)	58,0	2015

Références bibliographiques

Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) (2016), Rapport sur la politique monétaire dans l'UEMOA, mars 2016.

Commission économique pour l'Afrique (CEA), Commission de l'Union africaine (CUA) et Banque africaine de développement (BAD) (2016), Annuaire statistique pour l'Afrique.

Direction générale du budget et des finances (2016), Rapport de présentation de la loi des finances rectificative portant budget de l'Etat pour l'année 2015, Ministère auprès du Premier Ministre chargé du budget.

Fonds monétaire international (FMI) (2015), Septième revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit et demandes de modification de critères de réalisation et de prolongation de l'accord en cours. Rapport FMI n°15/148.

INS (2015), Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire (ENV).

Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'économie et des finances,

<http://www.finances.gouv.ci/index.php/fr/component/content/article/314.html>.